



Annonces Attal pour la rentrée : nouveau ministre mais même politique et même méthode.

COMMUNIQUÉ

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale n'a fait que confirmer le 28 août les annonces Macron sur le report des épreuves du Bac en juin. Nous prenons acte de la prise en compte, après quatre ans d'alertes de la part des organisations syndicales, du fait que le calendrier du Bac Blanc était intenable. Nous ne pouvons que déplorer le mal-être et le stress qu'ont vécus les personnels, élèves et familles sur les sessions précédentes et dénoncer une fois encore la répression syndicale qu'ont subie certains personnels qui avaient lutté de façon tout à fait légitime contre cette réforme. Maintenant c'est l'ensemble de la réforme et Parcoursup qu'il faut abroger.

Le reste des annonces cumule éléments recyclés des six dernières années (comme les annonces sur les fondamentaux dans le 1^{er} degré) et approximations volontaires sur le chiffrage des absences de courte et longue durée des enseignant·es, absences que le *Pacte* serait censé endiguer. Que dire également des annonces de revalorisation en trompe l'œil, très éloignées de la promesse d'augmentation de 10% ? Par ailleurs, G. Attal a annoncé l'interdiction des abayas en guise de clin d'œil à la frange réactionnaire de son électorat.

Il ne faudrait pas tomber dans le piège : il s'agit surtout d'un effet de comm et d'un contre-feu pour masquer les pénuries dans notre secteur. En revanche, on ne peut que déplorer le fait qu'une fois de plus, c'est le corps des filles et leurs tenues qui sont stigmatisés par le pouvoir politique. Plutôt que cette annonce dont la légalité pose question, c'est de calme, de soutien, de nuance et de moyens dont les personnels ont besoin pour faire face aux difficultés.

Le gouvernement compte encore sur les personnels pour palier les insuffisances de l'institution à moindre coût. La CGT Éduc'action prend date pour la rentrée et gage que les annonces selon lesquelles il y aura un·e enseignant·e devant chaque classe sera une promesse de plus non tenue.

Montreuil, le 30 août 2023